

<https://ricochets.cc/Tout-le-pognon-sauf-celui-des-riches-pour-des-canons-8291.html>



Tout le pognon, sauf celui des riches, pour des canons

- Les Articles -



Date de mise en ligne : mercredi 26 mars 2025

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le réarmement et l'économie de guerre, une pratique récurrente de la civilisation industrielle techno-capitaliste, montre à nouveau que les droits sociaux n'ont rien d'acquis, de nombreux oligarques entonnent la musique de la baisse des droits et/ou de l'augmentation du travail.

En revanche, [les cadeaux et avantages octroyés aux riches perdurent en toute quiétude](#).

Dans ce système capitaliste, étatique, non-démocratique et productiviste, il est logique qu'une classe domine et s'enrichit, ce modèle appelle la concentration des pouvoirs et de l'argent, l'aggravation des inégalités sociales, ...et la guerre en temps de crise structurelle (perte de Croissance due à la course à la concurrence et à la productivité).

On n'améliorera rien en allant dans son sens, dans celui du nationalisme et du militarisme, bien au contraire, autocratie totale et « union sacrée » patriotique intimement l'obéissance et la soumission aux peuples sacrificiables aux boucheries des champs de bataille et/ou aux esclavages des usines.

Il est grand temps de retrouver un internationalisme offensif et les accents des révolutions.



Tout le pognon, sauf celui des riches, pour des canons

Renoncer aux retraites et aux services publics pour financer la guerre ?

La guerre est une divine surprise pour les néolibéraux qui nous gouvernent.

Alors que les politiques anti-sociales et les cadeaux aux riches de Macron ont toujours été très impopulaires dans le pays, la guerre, ou en tout cas le discours guerrier ambiant et les dépenses de militaires qui l'accompagnent sont une aubaine : nos dirigeants veulent profiter de la peur et de la sidération pour accroître leurs attaques.

Coup sur coup, ces derniers jours, les dignitaires macronistes ont fait des déclarations sans ambiguïté : « Pour défendre notre liberté, il faudra travailler plus » a asséné Édouard Philippe, ancien Premier Ministre qui se rêve déjà en futur président.

Le beurre ce sont les conquêtes sociales, les retraites ou les services publics, qu'il va falloir sacrifier pour acheter des canons

Dans le même parti, l'eurodéputée Nathalie Loiseau, ancienne militante du GUD - un groupe néo-nazi - aujourd'hui reconvertie dans le macronisme, a déclaré sur France Info : « On a un modèle social auquel nous sommes tous attachés, mais qui va devoir s'adapter à une réalité que l'on connaît [...] arrêter de raser gratis, de vivre au dessus de nos moyens. Ça ne peut pas être les canons, le beurre, l'argent du beurre et la crémière ». Très classe. **En d'autres termes, le beurre ce sont les conquêtes sociales, les retraites ou les services publics, qu'il va falloir sacrifier pour acheter des canons.**

Amélie de Montchalin, ministre ultra-libérale chargée des Comptes publics, assure que « travailler plus est un progrès ». Après avoir échoué lors des législatives de 2022, elle avait été recasée dans un confortable poste à l'OCDE, rémunéré 10.000Euros net par mois, avant d'être rappelée au gouvernement.

En parallèle, François Bayrou a sonné la fin de la récréation sur la question des retraites. Souvenez-vous : en janvier, il promettait un grand débat sur la réforme des retraites qui avait été imposée par 49.3 en 2023, et qui avait provoqué le plus grand mouvement social depuis Mai 68. Cette réforme est à l'origine de la crise de régime que nous connaissons actuellement. Pour éviter une motion de censure, Bayrou avait donc annoncé un « conclave » sur le sujet, ce qui lui avait permis d'avoir le soutien du Parti Socialiste, et d'éviter la démission.

Deux mois plus tard, il referme brutalement la porte sur le retour de l'âge de la retraite 62 ans, au nom du « contexte international ». Les syndicats FO et la CGT ont quitté la table des négociations. Mais qui se faisait la moindre illusion sur ce jeu de dupe, qui n'a été créé par le gouvernement que pour gagner du temps ? Les responsables du PS passent encore pour des cons, mais ils ont l'habitude.

De son côté, le patronat veut pousser son avantage. Le patron des patrons, Patrick Martin, déclarait 4 mars sur la chaîne RMC : « Le Danemark a décidé de reporter à 70 ans l'âge légal de départ à la retraite pour que l'économie sache financer un effort de guerre ». Encore une fois, la guerre pour justifier les reculs sociaux.

Évidemment, Macron est sur la même longueur d'onde, puisque dans son discours du 5 mars il martelait lui aussi « nous aurons à faire de nouveaux choix budgétaires et des investissements supplémentaires [...] sans que les impôts ne soient augmentés. Pour cela, il faudra des réformes ». Une salve d'austérité au nom de la Nation en danger.

Les médias jouent également leur partition, comme en témoigne une émission diffusée sur France Inter le 17 mars, intitulée : « Le nouvel ordre politique avec Brice Teinturier ». Ce dernier est directeur de l'institut de sondage Ipsos, un faiseur d'opinion régulièrement invité dans les studios et sur les plateaux télé. **L'objet de l'émission est d'expliquer aux auditeurs que le contexte militaire doit faire accepter des reculs sociaux.**

Évoquant les tensions géopolitiques, le débat bascule immédiatement sur la question du recul de l'âge de la retraite. Brice Teinturier s'exclame que « près de 40% » des français seraient prêts à rogner les retraites pour financer la guerre, et s'emporte « c'est pas si mal que ça ! » Nous avons là un sondeur militant, qui ne cache même pas son opinion. Il faudrait lui rappeler que ce chiffre veut dire que la majorité des français ne sont pas prêts à un tel recul.

Teinturier souligne un peu plus tard : « On est à 40% d'adhésion, c'est plutôt quelque chose d'assez bon par rapport à ce qu'on observe d'habitude ! » Méthode Coué. Ensuite, l'émission bascule dans la courtoisie la plus totale. Brice Teinturier explique : « Macron reprend de la popularité » puis « le chef de l'État retrouve du crédit ». Sa cote de popularité : 27%, moins d'un français sur trois, mais le sondeur trouve ça fantastique.

Il explique également : « L'international c'est le domaine du président » et souligne : « sa capacité à faire face à des

crises grave lui est reconnue ». Ah oui ? Par qui ? Brice Teinturier prend ses propres désirs pour l'opinion générale.

Nos dirigeants veulent mettre en place un holp-up encore plus massif au nom de l'économie de guerre

Rappelons que depuis l'élection de Macron en 2017, les aides publiques aux entreprises sont passées de 5% du PIB à 10% du PIB pour atteindre 260 milliards d'euros par an. Le déficit des retraites représente 0,4% du PIB à l'horizon 2030. Autant dire rien, comparé aux cadeaux aux patrons. Tout cela est donc un faux débat instrumentalisé de bout en bout.

Après avoir transféré des sommes colossales de l'État social vers les poches des riches, nos dirigeants veulent mettre en place un holp-up encore plus massif au nom de l'économie de guerre. Sauf si le mouvement social fait barrage à leur projet mortifère.

► source :

<https://contre-attaque.net/2025/03/25/renoncer-aux-retraites-et-aux-services-publics-pour-financer-la-guerre/>

Plus d'obus et moins de « Sécu » ?

► voir aussi :

[En France, l'effort de réarmement vient percuter les discussions sur les dépenses sociales](#) - Les besoins de financement pour la défense posent de nouveau la question du poids des prestations sociales et de la nécessité de travailler plus. Plus d'obus et moins de « Sécu » ? Alors que le budget de la défense est appelé à s'accroître pour faire face à la « menace russe », l'idée de financer cet effort en rognant sur les dépenses de solidarité émerge depuis plusieurs semaines.

(...) le système de protection sociale « pourrait être conduit à réduire la voilure afin que [la défense] monte en puissance »

(...) la ministre de la santé, Catherine Vautrin, a promis que le gouvernement entendait « préserver notre modèle social », en réponse à une question sur la consolidation des forces françaises. Mais le pouvoir en place mentionne de plus en plus ouvertement une autre piste : « travailler plus », comme l'a clamé le ministre de l'économie, Eric Lombard, le 21 février sur RTL. Sa collègue en charge du travail, Astrid Panosyan-Bouvet, pousse dans le même sens. « Nous devons travailler davantage en relevant nos taux d'activité et d'emploi

(...) « Cette rhétorique me paraît être une stratégie pour imposer des mesures douloureuses, poursuit-il. Son efficacité ne saute pas aux yeux car il serait compliqué de faire adhérer la population à une stratégie de réarmement fondée sur des coupes dans les droits sociaux et les services publics. »

► Certaines personnes ont d'autres projets pour "la nation" : [Finissons-en avec la nation !](#) - Tract anti-nationaliste distribué dans les rues à l'occasion de la manifestation du 22 mars

(...) On sent venir toute la sale musique du patriotisme qui va diffuser l'injonction à aimer son pays, à le défendre, à s'y sacrifier en travaillant et en consommant pour lui, dans les écoles, les supermarchés, dans la rue et les médias, jusqu'à évidemment s'aveugler de ce qu'implique nécessairement n'importe quelle nation, et ce peu importe sa taille, son impérialisme, son histoire récente ou vieille, ses régionalismes, son folklore et sa puissance militaire : toutes les nations installent des frontières, les surveillent, les contrôlent, et les font appliquer sur les uns et les autres en triant ceux qui ont les bons papiers, et ceux qui ne les ont pas, en en enfermant et en en expulsant certains. Ces frontières servent à maintenir un ordre social prospère à cet État-nation qui quotidiennement nous réprime. Il n'existe aucune émancipation possible dans le répertoire nationaliste, car toujours la nation, la plus progressiste et révolutionnaire pourrait-elle se présenter, viendra avec son cortège de tri, de xénophobie, de maintien de l'ordre et d'appel au sacrifice patriote.